

EST DU QUÉBEC

Rivière-du-Loup, Rimouski, Matane, Ste-Anne-des-Monts, Gaspé,
Murdochville, Carleton, Sept-Iles, Port-Cartier, Baie-Comeau, Hauteville

Mines Gaspé: le syndicat se montre prudent

par Michel CORBEIL

du bureau du Soleil

MATANE — La décision de la compagnie Mines Gaspé d'interrompre temporairement ses activités pendant un mois, cet été, à Murdochville, a refroidi l'ardeur du syndicat des métallos à la veille d'entreprendre les négociations pour le renouvellement de la convention collective de travail.

Vendredi, la compagnie a annoncé la suspension temporaire de ses activités. Le bas niveau du marché du cuivre serait responsable. "Nous obtenons \$0.87 pour la livre de cuivre (principal minéral extrait à Murdochville) alors que nos coûts de production sont de \$1.28 la livre, a affirmé une porte-parole de la compagnie. Le déficit des opérations s'est élevé à \$28 millions en 1981. Nous prévoyons qu'il sera de l'ordre de \$28 millions en 1982."

Le contrat liant Mines Gaspé à ses 1,300 syndiqués vient à échéance à la fin du mois de mai. "Nous attendons mai. Cependant s'il n'y a pas de reprise du prix du cuivre, nous ne croyons pas obtenir un gros contrat, a souligné M. Claude Soucy, président du local 6086 des métallos, représentant les travailleurs miniers de la ville.

"Nous sommes obligés de constater que ce ne sont pas de bonnes années pour négocier. Nous ne croyons pas que le coût de production est de \$1.28 la livre, mais nous savons que les prix des métaux de base sont



Vue d'une partie des installations de la mine Gaspé, à Murdochville

bas. Je vais à Montréal demain pour consulter des économistes sur les prévisions touchant les marchés du cuivre. Selon ce que nous savons pour le moment, les prix remonteraient à compter de mai."

Le syndicat des métallos est à

négocier un contrat pour ses travailleurs à l'usine de raffinage de Mines Noranda, propriétaire de Mines Gaspé. "Nous verrons bien ce qu'ils auront", a commenté M. Soucy.

La fermeture temporaire est la première à survenir à Murdochville et

elle forcera tous les employés à prendre leurs vacances annuelles ensemble. "La compagnie nous a demandé notre avis pour la date et, si les prix du cuivre ne changent pas, nous avons demandé que ce soit en juillet", a terminé le président du local 6086.

Mines Gaspé a réduit son personnel de 1,750 à 1,560 personnes récemment, désirant améliorer le rendement. "Depuis six mois, a indiqué Mme Linda Coats, du services des relations humaines de Mines Gaspé, la productivité est à la hausse. La

compagnie en est très satisfaite." Ce ne sera pas suffisant.

"En même temps, a poursuivi la porte-parole, les marchés ne cessent de chuter au niveau mondial. Les prix sont les mêmes qu'il y a trois ans. Ce n'est pas une situation particulière à la Gaspésie. Des compagnies américaines parmi les plus importantes au monde ont fermé leurs portes indéfiniment.

"Nous attendons un rétablissement des prix. Nous vendons le cuivre sur les places boursières. Nous sommes donc sujets à la spéculation et nous écoulons le cuivre à rabais." Mines Gaspé a produit 72,600 tonnes métriques de cuivre. "Nous vendons le molybdène directement aux acheteurs. Nous avons en ce moment près de 650 tonnes métriques de molybdène en réserve. Rien n'a encore été vendu de la production 1981.

"L'interruption temporaire est l'alternative qui fait le moins mal pour minimiser les pertes de revenus et protéger les emplois. Elle nous peine parce que l'an dernier, nous avons pu offrir de l'emploi comme surnuméraires à 212 étudiants."

Selon la compagnie, si les prix continuent à chuter de façon significative, il faudra envisager d'autres alternatives. Dans une lettre adressée aux employés, le directeur général Michel Lefebvre a indiqué en substance: "Si les marchés continuent de se détériorer, il faudra réduire de manière importante les programmes de production."

Audiences du CRTC à Carleton

par Michel CORBEIL

du bureau du Soleil

MATANE — Les audiences du Conseil de la radiodiffusion et de télécommunications canadiennes (CRTC), qui se tiennent à compter de demain à Carleton, dans la baie des Chaleurs, ne risquent pas de passer inaperçues s'il faut se fier aux mouvements de troupe qu'elles provoquent.

Siégeant pour la première fois en Gaspésie, le CRTC examinera les demandes de huit groupes comparant, les principales demandes concernant l'établissement du service intégral de télévision française de Radio-Canada, la modification de permis de la télévision privée CHAU, l'entrée en ondes de Radio-Québec dans la baie des Chaleurs et la région de Gaspé et l'implantation d'une radio communautaire diffusant sur tout le comté de Bonaventure.

Le CRTC compte sur une vingtaine de personnes pour l'or-

ganisation technique. Il est à prévoir que les audiences feront salle comble. Pour les seules demandes de Radio-Canada, de CHAU-TV et de Radio-Québec, 25 groupes ou personnes différents interviendront, a fait remarquer le secrétaire des audiences à Carleton, M. Jacques Lalonde.

En tout, les audiences recueilleront 73 interventions. "Tous ne compareraient pas devant les membres du CRTC, mais la plupart le feront", a indiqué M. Lalonde qui a ajouté que des groupes se feront entendre à l'occasion de plus d'une requête. Ainsi le Conseil populaire des communications de l'Est du Québec adressera une représentation de nature générale avant de revenir à la charge sur plusieurs dossiers.

Les médias ne seront pas en reste avec la participation populaire. Outre LE SOLEIL, radios et hebdomadaires locaux assisteront aux au-

diences. Pour sa part, Radio-Canada-Rimouski déléguera un journaliste pour les affaires publiques et un autre pour la section des nouvelles.

"C'est le dernier confort régional où les services d'information boitent encore un peu", a souligné le responsable de l'information de Radio-Canada-Rimouski, M. Sandy Burgess, pour insister sur la nécessité d'être présent. De son côté, Radio-Canada-Matane, qui assure déjà une couverture radiophonique de la région visitée par le CRTC, aura sur place deux journalistes et l'équipe nécessaire au montage sur vidéo des informations destinées au service des nouvelles, en plus d'une équipe pour les affaires publiques. "Compte tenu de l'impact sur le développement des communications électroniques", le déploiement est nécessaire, a rappelé M. Bertrand Emond, directeur de la pro-

grammation et de l'information à Matane. Le budget de l'opération est de \$10,000 environ.

Le conseil populaire est convaincu de l'importance des audiences. Selon le président de l'organisme, M. Carl Thériault, "c'est le pattern des communications électroniques des 25 prochaines années qui en sera influencé".

"Nous sommes très satisfaits de la qualité et

de la quantité des interventions devant le CRTC. Les Gaspésiens seront là. Seront-ils écoutés et compris par les membres du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications?"

Nous n'aurons pas de réponses avant quelques mois, mais dès les audiences, nous en aurons au moins une bonne idée par le climat qui prévaudra."



Permis de conduire

La Régie de l'assurance-automobile du Québec avise la population de Grande-Vallée, de Murdochville et celle de Mont-Louis qu'une unité mobile de la régie sera à l'hôtel de ville de Grande-Vallée le 2 mars de 8h30 à 12h et

de 13h à 16h30, à l'hôtel de ville de Murdochville le 3 mars de 8h30 à 12h et de 13h à 16h30 de même qu'à l'hôtel de ville de Mont-Louis le 4 mars de 8h30 à 12h et de 13h à 16h30, afin de faire subir les tests et examens de conduite aux personnes intéressées à obtenir un permis de conduire.

Victimes de la MIUF

RIMOUSKI — Toutes les victimes de la moussé isolante d'urée formaldéhyde qui résident dans le territoire du CLSC de l'Estuaire sont convoquées à une assemblée générale de leur regroupement, qui se tiendra jeudi, le 25 février, à 19h30, au siège social du CLSC de l'Estuaire, au 180 des Gouverneurs, à Rimouski. On y traitera des procédures juridiques, de l'impact de la MIUF sur l'évaluation foncière et sur les assurances, de l'aide gouvernementale, d'une affiliation du regroupement à la fédération provinciale et du financement du regroupement. Me Raoul Poirier, du bureau d'aide juridique de Rimouski, sera présent à titre de personne-ressource. On peut obtenir plus d'informations en s'adressant à M. Paul-Eugène, du CLSC, au 724-7204.

Substance qui réduit les hémorroïdes

Substance exclusive qui soulage la douleur et enraye les démangeaisons.

Des expériences en clinique démontrent qu'une substance cicatrisante spéciale réduit vraiment les hémorroïdes sans causer de douleur. Elle soulage les démangeaisons et l'inconfort en quelques minutes.

Cette substance spéciale, Bio-Dyne, agit aussi à la cicatrisation des cellules et stimule la croissance de tissus nouveaux. De plus, dans maints et maints cas, une amélioration remarquable s'est maintenue durant des mois. Seule PREPARATION H contient de la Bio-Dyne. En onguent ou en suppositoires. Satisfaction ou argent remis.

PRÉPARATION H

L'ÉPARGNE-RETRAITE CHEZ NOUS...

Garanti!

16 1/4% 17 1/2%

sur les dépôts à terme

sur les certificats de placement

Certificats de placement R.E.E.R.

Notre taux d'intérêt garanti le plus élevé pour une durée de 5 ans. Non rachetables. Intérêt composé une fois par année. (Minimum \$1 000)

Dépôts à terme R.E.E.R.

Intérêt garanti élevé pour une durée de 3 ans. Rachetables. Intérêt composé deux fois par année. (Minimum \$1 000)

Nous offrons aussi des taux d'intérêt élevés et concurrentiels sur notre compte d'épargne R.E.E.R. (Minimum \$50)

Demandez tous les détails à la succursale de votre choix. Voyez à quel point nos R.E.E.R. soutiennent la comparaison.

- Aucuns frais.
- Taux concurrentiels.
- Trois régimes de dépôt à intérêt élevé.
- Demandez votre épargne-retraite chez nous dès aujourd'hui.

Les taux peuvent faire l'objet de changements sans avis. Les certificats de placement sont émis par la Société hypothécaire Banque de Montréal et garantis sans condition par la Banque de Montréal.



Banque de Montréal

UNIVERSITÉ LAVAL

Une bonne formation ça compte...

L'Université Laval contribue à la formation universitaire de la collectivité québécoise depuis déjà 130 ans.

On y poursuit maintenant des activités d'enseignement et de recherche dans plus de 125 disciplines ou champs d'études.

La souplesse, la variété et la qualité de ses programmes d'enseignement ainsi que sa tradition de recherche ont contribué à faire de l'Université Laval une grande université.

L'admission pour l'automne 1982, c'est le temps d'y penser

Dates limites de demande d'admission

Études de 1^{er} cycle

- 1^{er} mars pour les finissants des collèges
- 1^{er} mai pour les adultes et les étudiants des universités canadiennes
- 1^{er} juin pour ceux qui désirent s'inscrire à titre d'étudiant libre

Études de 2^e et 3^e cycles

- 1^{er} mai

Renseignements et demande d'admission

Bureau du registraire
Pavillon Bonenfant
Université Laval
Québec G1K 7P4

Téléphone: (418) 656-5916 (renseignements)
656-3703 (admission)

Cité universitaire, Québec, QC

Saint-Georges et Beauceville

Un comité de citoyens veut un sommet sur les soins hospitaliers

par Paul-Henri DROUIN

SAINT-GEORGES — Le comité des citoyens pour le maintien des services à l'Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-Beauce, de Saint-Georges, réclame une rencontre au sommet pour le début de mars, afin de discuter des "services hospitaliers de demain pour les Beaucerons".

Une telle demande s'adresse aux représentants des deux conseils actuels des médecins et dentistes des centres hospitaliers de Saint-Georges et de Beauceville, a déclaré, hier, M. Jacques Drouin, président du comité des citoyens, lors d'une conférence de presse tenue, hier, à Saint-Georges de Beauce.

Selon M. Drouin, "les Conseils de médecins et dentistes des deux centres hospitaliers de la Beauce pourraient mandater trois membres de chacun de leur comité qui se verraient entourés de trois représentants de la population de chacun des secteurs de Saint-Georges et de Beauceville, à laquelle rencontre se joindraient des représentants du Cercle de presse de Beauce".

S'il y a lieu, cette ou ces rencontres pourront être présidées conjointement ou par un représentant de l'Association des Conseils de médecins et dentistes du Québec, sur un

terrain neutre, à Notre-Dame-des-Pins, en Beauce.

Ainsi, les participants à cette ou ces rencontres pourront faire valoir leur point de vue, élaborer la solution qu'ils désirent voir s'établir et poser des questions pour que ces rencontres soient vraiment orientées vers une solution à la satisfaction de toute la population beauceronne.

"Le temps n'est plus aux querelles", a ajouté M. Drouin, considérant que la volonté du ministre des Affaires sociales, M. Pierre-Marc Johnson, "repose sur un processus de fusion qu'il faudra peut-être envisager prochainement".

"Ce qu'on demande à tous nos professionnels, les médecins et dentistes, c'est de se rencontrer et de discuter avec les représentants du peuple pour donner à la population beauceronne les meilleurs soins possibles, au meilleur prix également", a déclaré le président du comité des citoyens pour le maintien des services à l'hôpital de Saint-Georges.

M. Drouin est d'opinion "qu'il est nécessaire de passer l'éponge sur le passé, de recommencer à neuf dans les discussions si l'on désire vraiment en arriver à une entente entre les deux centres hospitaliers de Saint-Georges et de Beauceville".



Le garage Massie en faillite

Fermé depuis le 6 février dernier, le garage Massie Autos de Neuville a finalement été emporté par une faillite de \$864,000. Concessionnaire Chevrolet Oldsmobile depuis 1973, l'établissement n'a pu échapper à la récession économique et a vu en deux ans son chiffre d'affaires passer de \$7,5 à \$4 millions. En novembre dernier, le propriétaire, M. Lucien Massie, résiliait sa franchise avec la compagnie General Motors pour se consacrer exclusivement au commerce de voitures usagées. Onze des 20 employés du garage avaient alors été mis à pied. Massie Autos est le quatrième concessionnaire de la région de Portneuf à fermer ses portes depuis août 1981, après les garages Automobiles Michel Asselin de Cap-Santé, Jean Tardif de Neuville et Sauvageau & Fils de Saint-Marc-des-Carrières.

Le Soleil, Isabelle Jinchereau

Montauban \$229,000 pour l'aqueduc

par Isabelle JINCHEREAU

(collaboration spéciale)

MONTAUBAN — La municipalité de Notre-Dame-de-Montauban recevra une subvention de \$229,475 du ministère des Affaires municipales, dans le cadre du programme PAIRA, pour la réfection complète de son réseau d'aqueduc.

Évalués globalement à \$250,000, les travaux comprennent, outre l'achat des terrains, la construction d'un réservoir de 35,000 gallons, d'une station de pompage et de nouvelles conduites d'aqueduc, à l'intérieur des rues Principale, de l'Eglise, Saint-Jean et Saint-Siméon.

Les travaux débuteront en mai, pour se poursuivre jusqu'en septembre. Cette semaine, la municipalité déposait ses plans et devis, qui doivent recevoir l'assentiment du ministère de l'Environnement.

Le maire, M. Jules Paquin, travaille depuis deux ans au parachèvement de ce dossier.

Par ailleurs, un autre secteur, celui de Notre-Dame-des-Anges, devra lui aussi améliorer son système d'aqueduc.

TOUS LES SOIRS, A L'ASTRAL

- A la carte du ciel, votre choix.

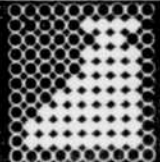
- Ou les buffets étoilés du jeudi au dimanche

jeudi: Buffet des Tresors de la mer
vendredi: Buffet des Prairies
samedi: Buffet des Caraïbes **18,75\$**

dimanche: buffet familial **9,50\$**
moins de 10 ans **4,25\$**

- Pour l'atmosphère: la musique de Lajos Molnar... et, évidemment, le bar.

Stationnement sous l'hôtel
1225, Place Montcalm, Québec
G1R 4W6
Réservation (418) 647-2222



LOEWS Le Concorde

Charlevoix

Richard veut donner à son ministère un rôle économique

par Denis GAUTHIER

(collaboration spéciale)

BAIE-SAINT-PAUL

— A l'issue de sa journée de consultation dans Charlevoix, dans les cadres de la tournée "Le Québec, un enjeu culturel", le ministre des Affaires culturelles, M. Clément Richard, a affirmé à Baie-Saint-Paul samedi, que le principal ministère à vocation économique dans Charlevoix est celui qu'il dirige.

La trentaine d'intervenants qui se sont déplacés pour présenter 11 mémoires ont tout au long de la journée tenu sensiblement les mêmes propos, sauf qu'ils ont presque tous conclu en soulignant le manque de ressources financières mises à leur disposition par le ministère.

Les représentants du domaine Forget, du musée régional, du centre d'art et de la corporation d'initiation à l'histoire des goélettes ont profité de l'occasion pour faire leur marketing auprès du ministre en exprimant leur implication dans le milieu et les retombées économiques que cela pouvait représenter pour le tourisme dans Charlevoix. A leurs yeux, toutefois, il faudrait que le ministère, directement ou indirectement, leur procure une aide financière plus substantielle pour qu'ils puissent s'affirmer et prendre une plus grande place au soleil, sinon, il faudra qu'ils continuent à se tourner vers le gouvernement fédéral et ses projets de développement communautaire pour continuer

à vivre tant bien que mal.

"C'est bien beau de parler d'une implication municipale plus accrue, mais si on n'incite pas les municipalités à investir on n'y arrivera jamais", de dire le président du Conseil de la culture de la région de Québec et directeur artistique du domaine Forget, M. François Bernier.

L'association touristique est venue appuyer les dires des intervenants du secteur culturel en faisant ressortir l'importance du travail de ces organismes dans le projet global d'implantation d'un produit touristique régional ayant une certaine originalité.

Avant la rencontre de samedi, les participants ne savaient trop où vou-

lait en venir le ministre Richard avec cette consultation inattendue. Au sortir de la journée, on en savait pas beaucoup plus long. On se dit bien que le ministre a une idée derrière la tête mais si c'est le cas, il cache bien son jeu.

Pour sa part, M. Richard s'explique en disant que sa tournée vise à alerter les gens sur l'importance d'investir dans la culture; qu'il veut rencontrer les gens de la base pour rédiger un plan d'action pour les prochaines années; que sa visite a pour effet de susciter la concertation des intervenants dans un même milieu; qu'il est venu dire aux élus qu'il ne faut pas bousiller des institutions culturelles; etc.

Du côté des intervenants, on se dit

d'accord avec ces principes mais on se demande également où se trouve le changement derrière tout cela. Finalement, M. Richard avoue qu'il veut arriver à faire allouer une plus grande part du budget de l'Etat à la culture. "C'est peut-être cela qui va être la principale conséquence de cette tournée", fait observer François Bernier.

Indemnité aux producteurs de porcs

SAINT-JOSEPH

Dans la Beauce, 221 producteurs de porcs à l'engraissement ont assuré plus de 182,000 porcs ce qui représente une production annuelle de plus de 400,000 porcs, tenant compte du premier inventaire. Il en résulte, a déclaré au SOLEIL, M. Etienne Pouliot, responsable régional à la Régie des assurances agricoles du bureau de Saint-Joseph de Beauce, "que 200,000 porcs donneront droit à la présente avance de compensation de \$4 du porc couvert par le régime d'assurance stabilisation des revenus des producteurs finisseurs de porcs pour un déboursé de plus de \$800,000". Ce régime, a ajouté M. Pouliot, n'est accessible qu'aux éleveurs qui sont propriétaires et des porcheries et des porcs qu'ils mettent en marché. La limite d'assurance va d'un minimum de 100 porcs par année à un maximum de 5,000 porcs et la date limite d'adhésion pour l'année 1982-1983 est le 31 mars. Les producteurs intéressés peuvent communiquer par téléphone à (418) 397-6884.

UNIVERSITÉ LAVAL

Une bonne formation ça compte...

L'Université Laval contribue à la formation universitaire de la collectivité québécoise depuis déjà 130 ans.

On y poursuit maintenant des activités d'enseignement et de recherche dans plus de 125 disciplines ou champs d'études.

La souplesse, la variété et la qualité de ses programmes d'enseignement ainsi que sa tradition de recherche ont contribué à faire de l'Université Laval une grande université.

L'admission pour l'automne 1982, c'est le temps d'y penser

Dates limites de demande d'admission

Études de 1^{er} cycle

- 1^{er} mars pour les finissants des collèges
- 1^{er} mai pour les adultes et les étudiants des universités canadiennes
- 1^{er} juin pour ceux qui désirent s'inscrire à titre d'étudiant libre

Études de 2^e et 3^e cycles

- 1^{er} mai

Renseignements et demande d'admission

Bureau du registraire
Pavillon Bonenfant
Université Laval
Québec G1K 7P4

Téléphone: (418) 656-5916 (renseignements)
656-3703 (admission)

Cité universitaire, Québec, QC

L'ÉPARGNE-RETRAITE CHEZ NOUS...

Garanti!

16 1/4 % **17 1/2 %**

sur les
dépôts à terme

sur les
certificats
de placement

Certificats de placement R.E.E.R.
Notre taux d'intérêt garanti le plus élevé pour une durée de 5 ans. Non rachetables. Intérêt composé une fois par année. (Minimum \$1 000)

Dépôts à terme R.E.E.R.
Intérêt garanti élevé pour une durée de 3 ans. Rachetables. Intérêt composé deux fois par année. (Minimum \$1 000)

Nous offrons aussi des taux d'intérêt élevés et concurrentiels sur notre compte d'épargne R.E.E.R. (Minimum \$50)

Demandez tous les détails à la succursale de votre choix. Voyez à quel point nos R.E.E.R. soutiennent la comparaison.

- Aucuns frais.
- Taux concurrentiels.
- Trois régimes de dépôt à intérêt élevé.
- Demandez votre épargne-retraite chez nous dès aujourd'hui.

Les taux peuvent faire l'objet de changements sans avis. Les certificats de placement sont émis par la Société hypothécaire Banque de Montréal et garantis sans condition par la Banque de Montréal.



Banque de Montréal

Substance qui réduit les hémorroïdes

Substance exclusive qui soulage la douleur et enraye les démangeaisons.

Des expériences en clinique démontrent qu'une substance cicatrisante spéciale réduit vraiment les hémorroïdes sans causer de douleur. Elle soulage les démangeaisons et l'inconfort en quelques minutes.

Cette substance spéciale, Bio-Dyne, agit aussi à la cicatrisation des cellules et stimule la croissance de tissus nouveaux. De plus, dans maints et maints cas, une amélioration remarquable s'est maintenue durant des mois. Seule PRÉPARATION H contient de la Bio-Dyne. En onguent ou en suppositoires. Satisfaction ou argent remis.

PRÉPARATION H

Clément Richard à La Pocatière

La relance économique passe par la culture

par Réal LABERGE

LA POCATIÈRE — La vitalité culturelle crée des emplois plus rapidement et à meilleur compte que la plupart des autres activités. Le Québec peut y trouver une relance économique de première importance, s'il sait mettre à profit les atouts de sa spécificité culturelle et s'il consent à augmenter de 1/4 à 1 pour 100, ou de \$106 à quelque \$200 millions, d'ici à quelques années, les prévisions réparties aux Affaires culturelles.

Ce résultat peut être obtenu en sensibilisant le plus grand nombre de nos concitoyens au fait que les créateurs ne sont pas des "marginalisés", mais des agents économiques, auxquels il faut trouver et mobiliser des partenaires.

C'est la profession de foi et un défi qu'a formulés en fin de semaine à La Pocatière le ministre des Affaires cul-

telles, Me Clément Richard, alors qu'il s'adressait aux membres du Cercle de presse de la Côte-du-Sud, dans le cadre de sa tournée de consultation sur l'avenir culturel du Québec.

Pari à gagner

"Et je vais gagner mon pari", a lancé le ministre, face à un double scepticisme manifesté par certains de ses auditeurs.

D'une part, il s'est dit assuré de réussir à convaincre ses collègues ministériels qu'il faut accroître la participation financière gouvernementale aux fins de la culture, même si ça pouvait sembler un peu provocateur, dans le contexte actuel des coupures.

D'autre part, du côté de la population, ce sera la même adhésion, après un premier moment de surprise, "quand on se rendra compte que c'est vraiment rentable, la culture!"

A l'appui de ses affirmations et de ses espoirs, Me Richard a notamment fait état de "l'incroyable vitalité culturelle" qu'il a trouvée, dans une région comme celle de la Côte-du-Sud. Il a cité en exemple l'existence d'une troupe de théâtre à Rivière-Ouelle, ainsi que les milliers de visiteurs qui ont fréquenté le Musée maritime de L'Islet.

Il y a vu une voie à suivre, comme celle de l'apport économique extraordinaire du Musée des sciences de Toronto, qui a attiré de 2 à 3 millions de visiteurs par année.

Plus que le sport

De fait, a encore remarqué le ministre, le domaine culturel touche toute la population par ses diverses activités allant du théâtre et du cinéma à la musique, la bibliothèque, le musée,

le patrimoine et autres.

C'est plus que le sport, qui ne réussit pas à rejoindre tout le monde, a-t-il ajouté, en signalant par ailleurs que les médias régionaux n'accroissent que très peu de place au monde culturel, en regard du secteur sportif.

Méconnaissance

Me Richard a encore déclaré qu'il avait constaté dans la région de la Côte-du-Sud une forte méconnaissance des utilisateurs possibles, à l'égard des programmes d'aide et de soutien du gouvernement québécois.

Cette méconnaissance, a-t-il aussi observé, semblait s'étendre au milieu même des créateurs, artistes, artisans et autres intervenants du domaine culturel, qui déclarent s'ignorer entre eux, dans la région.

Les MRC

Pour en venir à plus de concertation, le ministre des Affaires culturelles a indiqué que les municipalités régionales de comté (MRC) pourraient être mises à contribution, sans impliquer toutefois l'imposition de

nouvelles structures.

Face à l'incrédulité des journalistes de la région à l'endroit de l'intérêt et de l'empressement que pourraient manifester les "ex-conseils de comté" au domaine culturel, Me Richard a rétorqué que

des programmes alléchants pourront changer les choses et susciter la même collaboration qui a permis le rattrapage et l'implantation des bibliothèques dans 80 pour 100 des municipalités québécoises.

Participation

Une quinzaine d'intervenants et de porteurs d'organismes du milieu ont participé à la journée de consultation du ministre Richard, entre autres le Conseil de la culture — section de la Côte-du-Sud, le cégep

de La Pocatière, l'Ecole de sculpture et la Corporation des artisans de Saint-Jean-Port-Joli, le Centre culturel de Rivière-du-Loup, le Musée maritime Bernier de L'Islet-sur-Mer et le Théâtre du Nouveau-Temps.



Le député et ministre Jean Garon et M. Daniel Vachon, président de l'Association touristique Pointe-Lévy.

L'Association touristique de Pointe-Lévy s'en sort bien

par Gilles PEPIN

LEVIS — L'Association touristique de Pointe-Lévy fait pratiquement un pied de nez à l'Association touristique régionale du Pays de l'Érable.

Celle-ci vient de faire avorter une subvention du gouvernement fédéral au montant de \$10,500, mais l'association du comté de

Lévis a eu la bénédiction du ministre Jean Garon pour obtenir du gouvernement provincial une subvention au montant de \$30,940 pour pratiquement le même objectif.

En annonçant la subvention, hier soir, le ministre et député de Lévis, M. Jean Garon, a déclaré que "ce n'est pas une question de politique". Le président de

l'association, M. Daniel Vachon, a alors mentionné: "Nous n'avons pas l'habitude de mettre tous nos oeufs dans le même panier."

L'aide du gouvernement provincial a été octroyée par le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu dans le cadre du programme d'aide au travail. Ce qui permettra au groupe

d'embaucher quatre personnes pendant 24 semaines, pour réaliser une étude sur le potentiel touristique de la rive sud de Québec et élaborer un plan d'intervention de développement touristique.

"Nous n'avons rien à nous reprocher", déclarait hier soir le président de l'association de Pointe-Lévy, en de-

mandant à ses collègues du conseil d'administration s'il ne valait pas mieux d'exécuter une mission au niveau du comté de Lévis. "Avec ce projet, comme avec les autres, nous allons travailler de concert avec les organismes du milieu", a dit M. Vachon, en se gardant bien de vouloir entretenir une polémique avec l'association régionale.

TOUS LES SOIRS,

À L'ASTRAL

• À la carte du ciel, votre choix.

• Ou les buffets étoilés du jeudi au dimanche

jeudi: Buffet des Trésors de la mer

vendredi: Buffet des Prairies

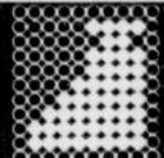
samedi: Buffet des Caraïbes **18,75\$**

dimanche: buffet familial **9,50\$**

moins de 10 ans **4,25\$**

• Pour l'atmosphère: la musique de Lajos Molnar et, évidemment, le bar.

Stationnement sous l'hôtel
1225, Place Montcalm, Québec
G1R 4W6
Réservation (418) 647-2222



LEWE'S
Le Concorde

UNIVERSITÉ LAVAL

Une bonne formation ça compte...

L'Université Laval contribue à la formation universitaire de la collectivité québécoise depuis déjà 130 ans.

On y poursuit maintenant des activités d'enseignement et de recherche dans plus de 125 disciplines ou champs d'études.

La souplesse, la variété et la qualité de ses programmes d'enseignement ainsi que sa tradition de recherche ont contribué à faire de l'Université Laval une grande université.

L'admission pour l'automne 1982, c'est le temps d'y penser

Dates limites de demande d'admission

Études de 1^{er} cycle

- 1^{er} mars pour les finissants des collèges
- 1^{er} mai pour les adultes et les étudiants des universités canadiennes
- 1^{er} juin pour ceux qui désirent s'inscrire à titre d'étudiant libre

Études de 2^e et 3^e cycles

- 1^{er} mai

Renseignements et demande d'admission

Bureau du registraire
Pavillon Bonenfant
Université Laval
Québec G1K 7P4
Téléphone: (418) 656-5916 (renseignements)
656-3703 (admission)

Cité universitaire, Québec, QC

L'ÉPARGNE-RETRAITE CHEZ NOUS...

Garanti!
16 1/4% **17 1/2%**
sur les dépôts à terme sur les certificats de placement

Certificats de placement R.E.E.R.

Notre taux d'intérêt garanti le plus élevé pour une durée de 5 ans. Non rachetables. Intérêt composé une fois par année. (Minimum \$1 000)

Dépôts à terme R.E.E.R.

Intérêt garanti élevé pour une durée de 3 ans. Rachetables. Intérêt composé deux fois par année. (Minimum \$1 000)

Nous offrons aussi des taux d'intérêt élevés et concurrentiels sur notre compte d'épargne R.E.E.R. (Minimum \$50)

Demandez tous les détails à la succursale de votre choix. Voyez à quel point nos R.E.E.R. soutiennent la comparaison.

- Aucuns frais.
- Taux concurrentiels.
- Trois régimes de dépôt à intérêt élevé.
- Demandez votre épargne-retraite chez nous dès aujourd'hui.

Les taux peuvent faire l'objet de changements sans avis. Les certificats de placement sont émis par la Société hypothécaire Banque de Montréal et garantis sans condition par la Banque de Montréal.



Banque de Montréal

"Nous n'avons rien à nous reprocher. Nous sommes toujours prêts à négocier", dit M. Vachon. Celui-ci voit comme un investissement d'importance majeure pour le développement touristique de la rive sud de Québec.

Le projet, selon l'explication, a deux volets: établir l'inventaire du potentiel touristique et prévoir un plan d'animation, notamment pour les fêtes de 1984 sur la rive sud de Québec.

"Je trouverais inquiétant que tout le monde reste silencieux, donc indifférent. Des six comtés sur la Rive-Sud, les rapports n'ont jamais été définis. L'Association touristique régionale peut jouer un rôle sur l'ensemble de la région, mais sans étouffer les aspirations locales de zones. Il reste un équilibre à trouver", a soutenu M. Garon.

Substance qui réduit les hémorroïdes

Substance exclusive qui soulage la douleur et enraye les démangeaisons.

Des expériences en clinique démontrent qu'une substance cicatrisante spéciale réduit vraiment les hémorroïdes sans causer de douleur. Elle soulage les démangeaisons et le confort en quelques minutes.

Cette substance spéciale, Bio-Dyne, agit aussi à la cicatrisation des cellules et stimule la croissance de tissus nouveaux. De plus, dans maints et maints cas, une amélioration remarquable s'est maintenue durant des mois.

Seule PRÉPARATION H contient de la Bio-Dyne. En onguent ou en suppositoires. Satisfaction ou argent remis.

PRÉPARATION H

Des têtes sont mises à prix

NOS CHAMBREURS ENCHAÎNÉS (2)

par Monique GIGUÈRE



Les vies de Rosaire Boutin et de Raymond Farrah sont en danger. Leurs têtes sont mises à prix. Ils ne sortent jamais le soir, sauf en voiture. Même le jour, ils n'osent pas s'aventurer seuls dans la rue, surtout pas dans le mail.

"On ne sait jamais quand est-ce qu'on va être attaqué à coups de batte de baseball, qu'une auto va foncer sur nous autres, ou qu'on va se retrouver avec un fusil braqué sur la tempe", expliquent-ils au cours d'une rencontre.

Mécène est bourré de fric. Il a de l'argent plein les poches. Ça fait que payer un gars \$5.000, \$10.000 pour se débarrasser de deux gars, y a rien là pour lui. J'ai déjà

vu un gars se faire passer à coups de batte de baseball. Moi-même, il a essayé de me tuer avec trois fiers-à-bras."

Rosaire Boutin, ex-bandit, victime du racket des maisons de chambres dans Saint-Roch, devenu redresseur de torts, parle en connaissance de cause.

Il sait, lui et son acolyte Raymond Farrah, que la pression sur eux va être forte jusqu'à ce que la police passe à l'action. Primo, ils pensent qu'on va tenter de les éliminer. Secundo, ils croient qu'on va essayer de les acheter. "Il se peut qu'on nous offre de l'argent

Voir A-2, CHAMBREURS



Raymond Farrah, un copain de passage, et Rosaire Boutin se "mettent à table" chez Jean-Pierre Ruest, organisateur communautaire au CLSC Basse-Ville.

LE SOLEIL
contente
son monde...
647-3333

LE SOLEIL

REER
en dépôts garantis
sans frais
FIDUCIE PRÊT ET REVENU

86e année, no 48
46 pages 4 cahiers

QUÉBEC, MARDI 23 FÉVRIER 1982

• Livraison à domicile (6 jours) \$1.85
Îles de la Madeleine Gaspé-Percé-Abitibi 50¢ Québec 30¢

Claude Larochelle
au camp des Expos

L'éditorialiste sportif du SOLEIL, Claude Larochelle, se trouve maintenant à West Palm Beach en Floride pour suivre le camp d'entraînement des Expos. À compter de demain, on pourra lire ses commentaires dans les pages sportives du SOLEIL.

page C-1

Les Nordiques
partent négligés

Secondaire V

Cours d'économie obligatoires en 83

par Damien GAGNON

En septembre 1983, l'enseignement de l'économie sera obligatoire pour tous les étudiants du secondaire V du Québec.

Des commissions scolaires ont même décidé d'appliquer le programme dès septembre prochain.

Dans la région immédiate de Québec, seule la Commission scolaire régionale Chauveau qui regroupe les polyvalentes d'Ancienne-Lorette, Neufchâtel, Loretteville et la Camaradière (Duberger-Les Saules) le rendra obligatoire en septembre 1982.

Il s'agit d'un programme de 100 heures de cours (quatre périodes de 50 minutes par six jours de classe) qui sera lancé en mai prochain, a révélé M. Roger Thériault, directeur de la Direction générale du développement pédagogique du ministère de l'Éducation.

Intitulé "Éducation économique", le nouveau programme remplacera le programme facultatif "Initiation à la vie économique". Il sera obligatoire pour tous les étudiants du secondaire V de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel.

Il vise à permettre à l'étudiant de comprendre et d'analyser les réalités économiques qui l'entourent en l'initiant à l'organisation économique de la société.

L'organisation de l'entreprise, le fonctionnement du syndicalisme, la production, la consommation, le rôle

de l'État et des institutions financières, l'économie internationale, le phénomène du chômage sont au nombre des sujets avec lesquels les étudiants seront appelés à se familiariser.

Historique

Ainsi, il aura fallu cinq ans au ministère de l'Éducation du Québec pour passer à l'action. En effet, c'est à Port-Cartier, en septembre 1978, que le ministre de l'Éducation de l'époque, M. Jacques-Yvan Morin, annonçait que l'économie deviendrait une matière obligatoire pour tous les étudiants du secondaire V et les étudiants des cégeps, les programmes facultatifs d'économie n'impliquant qu'une minorité d'étudiants.

Actuellement, un comité est à l'élaborer le contenu et les objectifs du programme d'économie au niveau collégial. M. Étienne Tétreault, de la Direction de l'enseignement collégial au ministère de l'Éducation, a fait part au SOLEIL, hier, que le rapport du comité devrait être déposé le 15 avril.

Un premier projet de programme a été rejeté de partenaires sociaux, particulièrement le monde des affaires, parce que le contenu était trop axé sur l'économie du Québec. La nouvelle version tiendra compte de l'économie du Québec en relation

Voir A-2, ÉCONOMIE



Nouveaux amis

Le jeune Adam Knight et l'iguane Iggy sont vite devenus de bons amis lorsqu'ils se sont rencontrés dans une animalerie de Hamilton. On dit que les iguanes peuvent très bien être gardés à la maison puisqu'ils sont silencieux, ne mordent pas et sont très doux pour les enfants. L'inconvénient est qu'ils peuvent atteindre six pieds de long.

Débat d'urgence sur l'Entraide aujourd'hui

Par Norman DELISLE

(PC) — L'économie sera au coeur des débats de l'Assemblée nationale qui reprend ses travaux aujourd'hui après une suspension de deux mois.

Le leader parlementaire du gouvernement, le ministre Claude Charon, a déjà indiqué que la question des Caisses d'entraide sera abordée dès la première journée. Au cours d'un débat d'urgence qui prendra fin ce soir, les députés auront l'occasion de faire le point dans ce dossier.

Demain, le gouvernement a l'intention de soumettre à l'attention des

députés son plan d'urgence pour faire face à la crise économique.

Ce plan se divise en deux parties. Le premier volet vise à créer un fonds d'urgence dans lequel les petites et moyennes entreprises pourraient puiser, sous forme de prêt, jusqu'à \$500.000 pour deux ans à un taux d'intérêt fixé à la moitié du taux courant.

Environ 300 petites entreprises en difficulté financière pourraient ainsi avoir accès à un montant de \$300 millions disponibles dans un fonds d'urgence qui garantirait leurs prêts.

Le deuxième volet du programme vise à créer de l'emploi. Le gouvernement compte verser \$75 millions dans un certain nombre de projets prévoyant des investissements de \$200 millions.

Il s'agit de projets reliés à l'amélioration de la forêt (travaux de reboisement), à la construction d'équipements agricoles (fosses à fumier, entrepôts pour grains), au développement et à l'amélioration de centres d'hébergement et d'équipements de loisirs.

Le premier ministre, M. René Lé-

vesque, a cependant réclamé une contribution fédérale pour mettre en place ce programme, sur la base que les "politiques d'Ottawa sont responsables des dégâts" en maintenant les taux d'intérêt à un niveau exorbitant.

Voir A-2, SESSION

L'urée-formol sera interdite aux États-Unis

WASHINGTON (d'après UPI) — La Commission américaine sur la sécurité des produits de consommation a décidé d'interdire la mousse d'urée formaldéhyde à cause des effets néfastes que ce produit isolant a sur la santé, notamment des risques de cancer.

"C'est un tueur potentiel", a déclaré M. Sam Zagoria, l'un des cinq membres de la commission. "La triste vérité au sujet de ce produit est que vous ne savez pas qu'il peut vous causer de graves problèmes avant qu'il soit trop tard, c'est-à-dire qu'il soit déjà dans votre maison."

L'interdiction n'entrera en vigueur que 130 jours après sa publication dans le registre fédéral.

La mousse d'urée formaldéhyde isole déjà plus d'un demi-million de maisons américaines. L'interdiction pourrait grandement affecter le prix de vente de ces maisons, a-t-on fait remarquer, à cause de la mauvaise publicité.

Un porte-parole de l'Institut national de certification des isolants a déclaré après le vote que l'organisme

qu'il représentait contesterait l'interdiction devant la cour et chercherait des appuis dans le monde politique.

La controverse qui entoure ce produit en a entièrement tué l'industrie. Il y avait 2.000 installateurs à une époque, alors qu'il n'en reste aujourd'hui qu'une centaine et qui subsistent parce qu'ils ne sont pas limités à ce seul produit.

Mme Nancy Steorts, membre de la commission, a déclaré: "Je ne voulais pas d'une solution qui soit imposée... mais j'en suis venue à la conclusion qu'il n'y a qu'une telle solution qui puisse régler ce problème."

Les membres de la commission, en recommandant l'interdiction, ont mentionné les dangers à court terme sur la santé, tels des symptômes semblables à ceux d'une grippe, aussi bien que les risques de cancer, à long terme, tels que décelés sur des animaux en laboratoire.

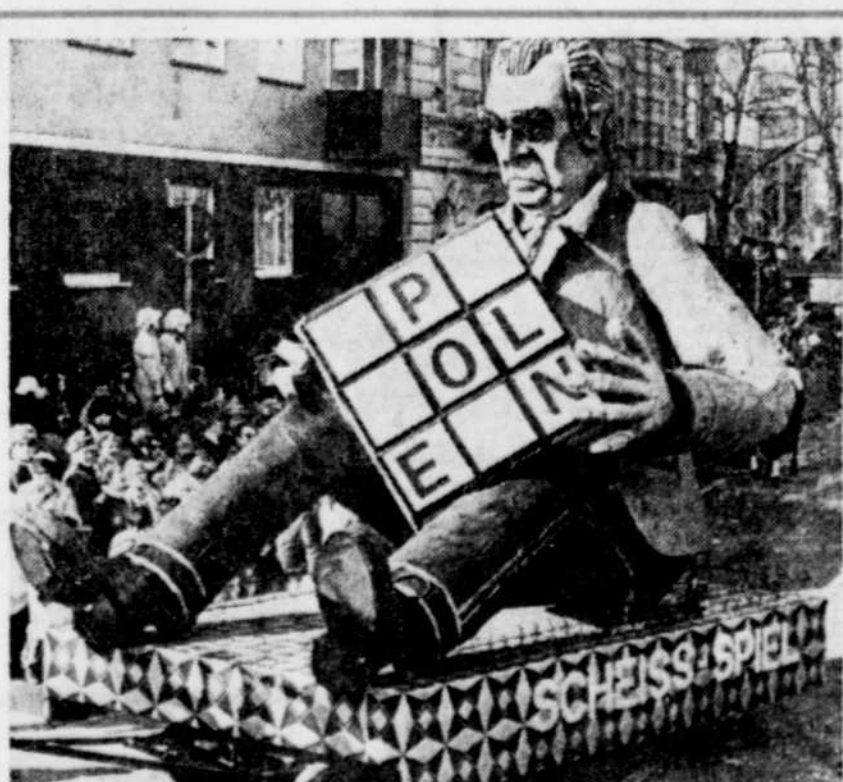
Le Massachusetts et le Connecticut l'ont déjà interdite et le Canada a fait de même en 1980.

Castro dans la publicité

ATLANTA (d'après UPI) — Un capitaliste américain bien connu s'entend tellement bien avec Fidel Castro qu'il a persuadé ce dernier d'enregistrer un film-annonce pour le réseau de télévision Cable News Network qu'il possède.

Ted Turner, grand yachtman et aussi propriétaire du club de baseball les Braves d'Atlanta, s'est récemment rendu à Cuba à l'invitation de Castro. Ce dernier s'est excusé auprès de Turner de "pirater" les émissions du réseau qui sont toutes transmises par satellite aux câblodistributeurs. "L'espace est universel, tout comme l'information", a ajouté Castro à Turner.

Pour s'excuser de ne pas payer des frais d'abonnement, Castro a accepté de tourner un "commercial" de trois ou quatre minutes dans lequel il expliquera, avec l'aide d'un interprète, pourquoi il aime ce réseau de télévision qui ne diffuse que des émissions d'information.



Le cube

Lors d'un défilé carnavalesque en Allemagne, l'un des chars représentait récemment le leader soviétique Leonid Brejnev s'amusant avec un cube Rubik sur lequel étaient inscrites les lettres P-O-L-E-N (pologne, en allemand).

sommaire

Annonces classées	D-4 à D-14
Arts et spectacles	A-11 et A-12
Bandes dessinées	D-12
Bridge	D-14
Carrières et professions	A-10
Décès	D-15
Economie-finances	B-4 à B-7
Editorial	A-4
Feuilleton	A-12
Horoscope	D-11
Information régionale	A-7 à A-9
Loterie	A-2
Marc Lestage	A-13
Monde	D-1 à D-16
Mot mystère	D-4
Mots croisés	D-13
Où aller à Québec	A-13
Page des lecteurs	A-6
Page documentaire	A-5
Patron	D-10
Sport	C-1 à C-8
Télévision	A-12

météo

Ciel variable à Québec et dans l'Est, aujourd'hui. Minimum de moins 14 et maximum de moins 4. Demain, généralement ensoleillé.

détails, page D-4

CHAMBREURS

(Suite de la première page)

pour nous faire taire", estime Raymond.

Selon les deux compères, quatre gars ont disparu de la circulation depuis le début de l'enquête policière sur les maisons de chambres du centre-ville. "Une poussée...? suggère Rosaire. T'es sur le bord d'un escalier, je te

maudis en bas. Ni vu ni connu. Le gars était saoul, il a déboulé l'escalier. C'est si vite arrivé un accident."

"C'est pas qu'on a peur, Rosaire et moi, crâne Raymond. Je dors mes huit heures par nuit, sur mes deux oreilles". "Mais, enchaîne son compagnon, on n'est pas ar-

ÉCONOMIE

(Suite de la première page)

avec les autres économies: canadienne, américaine et autres.

Mme Monique Aubin, responsable du programme d'économie au niveau secondaire, a souligné que le Québec sera à l'avant-garde des autres provinces quant à l'éducation économique chez les jeunes du secondaire.

L'une des caractéristiques du programme d'éducation économique est d'amener l'élève à mettre à profit son vécu quotidien afin de comprendre les réalités qui l'entourent, explique Mme Aubin.

Les professeurs d'histoire, de sciences humaines et ceux qui dispensent le programme facultatif d'économie seront initiés à donner le nouveau programme.

Le programme comporte six modules qui sont les suivants:

— Organisation économique de la société: en plus d'établir la relation entre biens, ressources, rareté, choix, ce module vise à montrer à l'élève que l'organisation économique est reliée à la division du travail.

— Organisation de la production: faire comprendre à l'étudiant que la production s'organise au sein de l'entreprise, établir la relation entre l'entreprise et la production et l'amener à prendre conscience de la nécessité d'avoir des entreprises pour produire les biens et les services nécessaires à la satisfaction des besoins humains.

— Ressources humaines: familiariser l'étudiant avec les structures et les mécanismes du monde du travail en faisant référence autant aux

entrepreneurs, qu'aux travailleurs et aux gestionnaires et lui faire saisir qu'il est non seulement un consommateur mais aussi une ressource humaine. On y traitera à l'intérieur de ce module des différentes sortes d'entreprises, du phénomène du chômage, des programmes de création d'emplois et autres.

— Consommation: permettre à l'étudiant de planifier sa consommation. On traitera du sens de l'épargne, du lien entre le crédit et une consommation planifiée, des moyens de protection du consommateur, l'importance de la publicité et autres.

— Institutions financières et monnaie: amener l'étudiant à connaître le monde financier en faisant ressortir les caractéristiques et les fonctions qui se rattachent à chacune des principales institutions financières, notamment les coopératives qui occupent une place importante au Québec.

— Etat et finances publiques: démontrer que l'Etat a un rôle à jouer dans l'économie; son rôle dans l'affectation des ressources, la redistribution des revenus, la stabilisation et la croissance de l'économie, la taxation et les subventions.

— Economie internationale: faire comprendre à l'étudiant que de multiples échanges de biens, de services et de capitaux s'effectuent entre le Québec, les autres provinces canadiennes et les autres pays et que ces échanges sont nécessaires.

més, il faut se méfier des coups traités, des coups par en arrière quand on n'est pas sur nos gardes."

"S'ils arrivent cinq ou six fiers-à-bras, des gars de 180 livres, c'est difficile de se défendre. D'autant plus, ajoute Rosaire, que je voudrais pas passer le restant de mes jours derrière les barreaux pour des crapules pareilles."

"Parce que Mécène, c'est nous autres qu'il veut, moi puis Rosaire, on est des témoins clés", dit fièrement Raymond qui semble vouer une grande admiration à Rosaire. "Rosaire, dit-il encore, c'était le chef de file, le bon Dieu des chambreurs. C'est lui qui nourrissait les pensionnaires de Mécène."

Le voleur du bloc

"Ouais... c'était moi le voleur du bloc, je volais pour nourrir le gang", confirme Rosaire. Les gars étaient raide pauvres, toujours affamés. Ils mangeaient dans les quarts à vidanges. J'ai vu des gars brailler de faim."

"Un jour que j'étais écoeuré de les voir pâtir, raconte-t-il, j'ai dit on va toujours ben manger à soir certain. Je pars, puis je m'en vais défoncer un magasin d'alimentation. Je ramasse 25 poulets, six dindes, 50 livres de beurre. Puis, en rentrant, je dis aux gars: à soir vous allez manger à votre faim."

"Je les ai fait manger toute la gang, je les ai nourris deux mois comme ça", lance-t-il, satisfait d'avoir pu soulager un peu de misère autour de lui. "Tous les vols que j'ai commis, c'est parce que j'avais plus rien à manger et il fallait faire un effort", explique-t-il.

Et puis un prêtre l'a rassuré là-dessus. "Quand tu voles pour survivre, aurait dit l'homme de Dieu, c'est pas un péché." Rosaire a tellement donné à manger à ceux qui avaient faim qu'il est sûr que le Seigneur va le lui rendre au centuple. "Je suis un grand croyant", prend-il soin de souligner.

Des victimes assurées

Rosaire a toujours choisi ses

victimes. Il ne s'est jamais attaqué aux petites gens, ni aux faibles. "Je volais les gros, pas les pauvres misérables, précise-t-il, je n'as-sommais pas le monde dans la rue."

Le vol à l'étalage, c'était sa spécialité. "J'allais dans les magasins où je savais que la marchandise était assurée au maximum. Je volais des jeans, des costumes. Quand les magasins sortaient les supports à vêtements le matin, j'étendais le bras et j'en ramassais une brassée. C'était tout assuré ça."

Bien sûr, reconnaît Rosaire, "c'était du vol pareil, mais c'était pas crapuleux".

"Un matin, se souvient-il encore amusé par l'anecdote, un propriétaire de magasin me dit: "Boutin, je le sais que tu me voles, mais je m'en sacré bien. Je t'en veux pas une miette et pour te le prouver je t'offre un café."

Interloqué, Rosaire se met à protester avec véhémence: "Aie, je te vole pas". "Ben voyons donc, rétorque l'autre, je te vois faire, puis tu peux me voler tant que tu veux, je suis bien assuré."

Avec Laberge

Rosaire a côtoyé toute sorte de monde en prison. Février 1973 reste néanmoins une date mémorable dans sa vie mouvementée. Il purgeait une peine à la "polyvalente" d'Orsainville quand les trois chefs syndicaux ont été incarcérés.

"Laberge était dans le G-1 et moi dans le G-2", rappelle-t-il. Le G-1, c'était pour les gars réhabilitables et le G-2 pour les durs à cuire. Mais, pour Rosaire, il a "connu Laberge en prison", même si le président de la FTQ n'était pas dans la même aile que lui.

Le nom de "polyvalente" que les détenus ont donné à la prison d'Orsainville n'est pas dénué de fondement. Rosaire prétend que c'est une véritable école du crime. "C'est là que j'apprends des trucs pour voler, remarque-t-il. Tu sors le matin, puis le soir tu mets en pratique ce que t'as appris à la polyvalente."

L'ancêtre de la "polyvalente", la prison des plaines, quant à elle, avait été baptisée "la cathédrale". Mais ça, c'est l'école primaire. Saint-Jean-de-Dieu, Archambault, Cowansville, ce sont les ligues majeures, la grande université du crime.

Les souvenirs de Rosaire dans les "pens" du fédéral renvoient parfois à des noms connus. Des gars abattus dans des règlements de compte, dont la mort a fait la manchette des pages de faits divers dans les journaux. De certains, Rosaire dit: "En dedans, c'était des messieurs d'hommes".

Mais depuis son passage au G-2 d'Orsainville et sa rencontre avec Ti-Louis Laberge, Rosaire a bien changé. Il est lui aussi devenu réhabilitable.

Lévesque croit que la reine hésite à venir au Canada

(PC) — Consciente des problèmes qui suivront le rapatriement de la constitution, la reine Elizabeth II "se demande" encore si elle doit la ramener personnellement au Canada, estime le premier ministre du Québec, M. René Lévesque.

Dans une entrevue accordée au prestigieux hebdomadaire français "Le Point" et publiée dans le dernier numéro, M. Lévesque affirme que "la reine se demande si elle doit vraiment venir patauger avec son maudit colis dans ce bourbier, d'après ce que je sais".

L'entrevue a été réalisée immédiatement après le congrès du 8e Parti québécois par les correspondants du Point Georges Suffert et Jean Lesieur.

M. Lévesque va-t-il boudier la cérémonie où la reine sera présente? "Je ne serai sûrement pas invité, a répondu M. Lévesque. Et je vais vous dire pourquoi: conduit par l'inévitable M. Trudeau, le Canada anglophone est en train de nous couler".

Cette citation de M. Lévesque est d'ailleurs reprise en page couverture du Point, avec une photo-couleurs du premier ministre et le titre, en grosses lettres jaunes: "Les Anglophones nous coulent".

Westminster

Par ailleurs, il semble acquis que le gouvernement britannique s'en tiendra à sa position d'adopter le "Canada Bill" intégralement et sans modification, rejetant ainsi la cinquantaine d'amendements à l'étude à Westminster.

"Le gouvernement préfère qu'aucun des amendements qui pourraient être proposés ne soit adopté par la chambre", a dit M. Humphrey Atkins, secrétaire adjoint aux Affaires extérieures, parlant au nom de la majorité conservatrice.

Une bonne partie des amendements, qui ont été publiés hier,

visent à modifier la résolution constitutionnelle canadienne de manière à assurer une protection plus large des droits aborigènes, ainsi qu'à prévoir que des représentants des autochtones aient voix au chapitre pour toute modification à la constitution les affectant.

Le Québec

Bien qu'aucun des amendements déposés jusqu'ici ne réfère à l'opposition du Québec au "Canada Bill", des députés devraient donner suite à la requête du gouvernement québécois et présenter un amendement — vraisemblablement aujourd'hui — demandant que l'adoption du projet de loi soit reportée jusqu'à ce que les tribunaux canadiens aient tranché la question du droit de veto, dont le Québec entend se prévaloir contre le projet constitutionnel.

Le délégué général du Québec à Londres, M. Gilles Loiselle, a déclaré, à cet égard, que des députés britanniques lui avaient déjà fait part du texte de l'amendement qu'ils entendent proposer.

Le ministre fédéral de la Justice, M. Jean Chrétien, qui a prolongé son séjour à Londres pour les travaux du comité de la Chambre, s'en tient pour sa part à la ligne de conduite qu'il s'est imposé depuis le début du débat, c'est-à-dire ne pas commenter, ou le moins possible, les travaux parlementaires à Westminster.

LA QUOTIDIENNE
(tirage de lundi)

8-6-3
Informations: 643-8990

le mot
du jour

Un banco

La prononciation est sensiblement la même. C'est probablement pour cette raison que l'on écrit souvent "banquaire", même dans les revues les plus renommées. Que ce soit logique ou non, il faut écrire "bancaire".

Pierre BELLEAU

SESSION

(Suite de la première page)

Opposition

Du côté de l'opposition libérale, la réplique viendra jeudi.

C'est cette journée-là que sera débattue une motion de blâme que les libéraux ont l'intention de présenter.

Ils entendent y blâmer le gouvernement québécois pour la part de responsabilité qu'ils lui attribuent dans la détérioration de la situation économique.

En vertu des règlements de l'Assemblée nationale, le texte de la motion de blâme sera inscrit dès aujourd'hui au Feuilleton de l'Assemblée nationale, mais la motion ne pourra pas être appelée avant jeudi.

Les libéraux pourront également jouer deux autres cartes. Ce sont eux qui décident quelle motion sera dé-

battue demain après-midi. Ils peuvent toujours choisir de poursuivre la guerre sur le terrain de l'économie.

De plus, ils pourront convoquer vendredi matin un ministre en commission parlementaire, dans le cadre d'une "question avec débat".

Les 41 députés libéraux se réunissent à 11h ce matin pour mettre la touche finale à leur stratégie des prochains jours.

Autres travaux

La semaine prochaine, les députés reprendront là où ils avaient laissé en décembre dernier, à fait savoir le leader du gouvernement.

Parmi les projets de loi qui seront étudiés en priorité, on note la loi 33 qui traite de certaines difficultés de fonctionnement au niveau municipal

et la loi 15 qui vise à abolir la retraite obligatoire à 65 ans.

La commission parlementaire des affaires municipales se penchera de son côté sur le projet de loi 46 qui réorganise la Communauté urbaine de Montréal.

Quant à celle du revenu, elle poursuivra l'étude du projet de loi 39 qui confirme la récente taxe sur l'essence et la bière. Ce projet de loi doit être adopté avant le premier avril pour que la taxe continue à être perçue.

Les crédits pour l'année financière 1982-1983 seront rendus publics le 23 mars mais on devra attendre au début de mai pour savoir où le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, puisera l'argent pour financer les dépenses publiques.

Contemporaine®



LA VESTE SPENCER

le court s'affirme et se superpose ingénieusement à toutes les formes de jupes et de pantalons pour le printemps, la veste spencer, de flanelle marine, blanc os ou coquelicot. 4 à 12, \$170.

Contemporaine®



de la collection exclusive
signée Liz Claiborne

LES PULLS EN TRICOT DE SOIE

dessinée à new-york, en exclusivité chez simons, la collection de pulls en tricot de pure soie ou mélange soie et coton aux coloris éclatants, signée Liz Claiborne.

en haut: le pull 100% soie en maille côtelé horizontale, encolure bateau et manches chauve-souris, rose sauvage, turquoise, naturel, \$50.

à gauche: le pull soie et coton à encolure carrée, petites manches raglan à bord roulé, jade, bleu lapis, jaune ambre, orange feu, \$58.

à droite: le pull soie et coton à rayures vives multicolores, encolure ronde et manches courtes, \$65.

la maison
simons
place ste-foy, place de l'hôtel de ville, les galeries de la capitale

la maison
simons
place ste-foy, place de l'hôtel de ville, les galeries de la capitale

Amqui étudie un projet d'usine d'autobus

par J.-Claude PAQUET

RIMOUSKI — Une étude de faisabilité sera bientôt entreprise, sur l'éventuelle implantation d'une usine de montage d'autobus à Amqui, qui pourrait créer au-delà de 250 emplois. C'est ce qu'annonçait au cours d'une récente conférence de presse à Amqui le maire de la municipalité, M. Sylvio Bérubé et le député-ministre du comté de Matane, M. Pierre de Bané. On a précisé à cette occasion qu'après plusieurs rencontres, M. de Bané avait pu intéresser le groupe Superior Bus de la ville de Morris, au Manitoba, à la possibilité de construire une usine dans la vallée de la Matapédia, et que d'autres rencontres

entre un groupe d'hommes d'affaires d'Amqui et Superior Bus, présidée par M. Ben Sabourin, ont permis d'élaborer ce projet d'usine.

L'étude de faisabilité, qui sera réalisée par la firme Robertson, Nickerson Ltée, ingénieurs-conseils d'Ottawa, est évaluée à \$50,000 dont 75 pour 100 sera défrayé par le ministère de l'Expansion économique régionale et la balance en parts égales par la ville d'Amqui et le groupe d'hommes d'affaires d'Amqui. On s'attend que les résultats de l'étude seront connus à la mi-mai.

Le maire Bérubé a tenu à préciser qu'advenant la réalisation de ce projet, toutes les pièces constitutives des autobus seraient transportées à Am-

qui par conteneur, et qu'il s'agirait d'une chaîne d'assemblage complète jusqu'aux ateliers de peinture. Le maire a précisé que 80 pour 100 de la production visait l'exportation, principalement les marchés de l'Est du Canada et des États-Unis, ainsi que le

marché européen. M. Bérubé a dit d'autre part que les délais d'implantation de l'usine n'étaient pas arrêtés, du moins tant que cette étude ne sera pas terminée, mais précise que la firme manitobaine n'a pu répondre totalement à une commande de 500

autobus de la ville de New York en raison des capacités de l'usine de Morris.

Il a précisé par ailleurs qu'une telle usine, qui serait construite au coût de \$5 ou \$6 millions, créerait environ 250 emplois au départ, et

qu'en quelques années, le nombre pourrait atteindre les 500 emplois. La production initiale serait de 500 autobus par année. Selon les promoteurs, la localisation d'Amqui offrirait l'avantage de présenter un accès aux ports de Matane ou d'Halifax.

Polyvalente de Lévis: les parents se prononcent demain

par Gilles PEPIN

LEVIS — L'école secondaire polyvalente de Lévis demeure fermée une deuxième semaine à la suite du débrayage des 2,100 étudiants qui s'opposent à un changement du régime pédagogique prévu pour l'an prochain. Le conflit connaît sans doute son point culminant demain soir (mercredi) lors d'une réunion des parents.

L'assemblée des parents a été convoquée par lettre spéciale envoyée hier après-midi par la direction de l'école, la direction de la Commission scolaire régionale Louis-Frédette et le comité d'école. Elle aura lieu à compter de 20h, à l'école Champagnat.

Le directeur général de la commission scolaire, M. Ghislain Guay, a admis au SOLEIL qu'une semblable convocation ayant été adressée aux parents mercredi de la semaine dernière, avait eu peu de succès. Moins de 100 personnes avaient participé à la réunion et avaient plutôt appuyé les enseignants et les étudiants qui demandent le statu quo pour l'an prochain concernant un régime pédagogique qui, à leur avis, devrait être planifié davantage.

Ouvrément et surtout devant une assemblée plus représentative des parents, la direction veut donc discuter du problème dans un esprit de concertation. "Nous allons leur expliquer clairement le programme qui est édicté par le ministère de l'Éducation; les parents nous diront ce qu'ils pensent."

Le programme qui doit être instauré en septembre prochain à la polyvalente de Lévis consiste en une grille horaire de six cours de 50 minutes par jour. Ce qui ferait un total quotidien de 300 minutes d'enseignement, comme c'est déjà le cas avec une grille horaire de quatre périodes de 75 minutes.

La grille horaire utilisée encore actuellement à Lévis avait été établie dès l'inauguration de l'école, alors que le nombre de 2,700 étudiants était de 300 supérieur à la capacité de l'établissement. Le nombre a diminué au point qu'il n'y a plus de problème de circulation dans l'école et qu'un même régime

pédagogique doit être étendu à toutes les écoles secondaires, a expliqué le porte-parole de la commission scolaire.

Le peu de participation ne s'est pas manifesté uniquement chez les parents, la semaine dernière. Jeudi matin, quand les étudiants ont eu l'occasion de rentrer dans l'école (après trois jours de grève), le conseil étudiant a organisé une assemblée dans la cafétéria, où seulement 35 pour 100 des étudiants ont participé à un scrutin; 598 sur 758 présents ont voté pour la poursuite de la grève.

Des inconvénients?

La direction de l'école ainsi que celle de la commission scolaire laissent entendre, hier, qu'elles allaient être très réceptives à l'expression des parents.

Mais elles se proposent aussi de mettre toutes les cartes sur la table. Car, si les enseignants s'opposent au changement de régime pour septembre prochain, c'est par crainte d'une coupure de postes, soutient la direction de la commission. Avec l'actuelle grille horaire de quatre périodes de 75 minutes d'enseignement, 2,75 postes sont inadmissibles pour fin de subvention gouvernementale. Beaucoup moins d'enseignants seraient sous-utilisés avec le régime proposé; cinq postes seraient coupés.

M. Guay a dit au SOLEIL que la conjoncture économique que l'on connaît ne permet pas une sous-utilisation des ressources.

Au-delà d'une éventuelle coupure de postes et du fait que la polyvalente de Lévis est l'une des seules écoles dans la province à avoir un régime pédagogique de quatre périodes quotidiennes de 75 minutes, il y a une préoccupation qui se rapporte à

l'efficacité de l'enseignement.

Selon ce que M. Ghislain Guay confiait au SOLEIL, hier, des statistiques démontrent que les résultats enregistrés chez les étudiants de la polyvalente de Lévis sont moindres que ceux établis dans la plupart des autres écoles secondaires de la province.

Est-ce que cela est dû à une difficulté pour les étudiants de maintenir une concentration durant 75 minutes de cours? Qu'il y ait ou non d'autres facteurs influençant les résultats, disait M. Guay, il faut admettre qu'il est rare de voir des cours durer plus de 45 ou 50 minutes, justement en raison du risque de fatigue et de la difficulté de concentration.

Pour aujourd'hui, le conseil étudiant a organisé des réunions en trois endroits: à la salle paroissiale de Pintendre, ce matin, à Saint-Michel et au centre culturel de Lévis, cet après-midi. Il s'agit de nouvelles assemblées d'information et de consultation.

CHAMBRES ET PENSION

POUR PERSONNES DE 55 ANS ET PLUS

Maison luxueuse à Cap-Rouge
Grand terrain paysager
Tous services inclus
Nourriture saine
Sécurité maximum

871-0355

Saint-Nicolas 16 pour 100 votent pour l'école laïque

SAINTE-CROIX — La nouvelle école L'Odyssée, à Saint-Nicolas, sera catholique. Néanmoins, 16 pour 100 des citoyens qui ont voté samedi auraient préféré une école non confessionnelle. C'est la première fois, depuis que les gens sont appelés à définir, par voie de référendum, le statut de leur école, que l'option de la non-confessionnalité remporte autant de suffrages.

Le comité d'école L'Odyssée, qui s'est chargé de l'organisation du référendum, a procédé hier soir au dépouillement du scrutin. Seulement 29,3 pour 100 des citoyens ont voté. Mme Carole G. Fleury, la responsable du référendum, s'était attendue à un plus fort pourcentage de participation. C'était facile d'aller voter, dit-elle. Les boîtes

de scrutin étaient déposées dans le mail de Place Normandie. De plus, le comité d'école avait tenu deux assemblées d'information avant le vote.

Au fait, ces assemblées ne semblent pas du tout avoir influencé le résultat du vote. Un fonctionnaire du ministère de l'Éducation, M. Gilles Marcoux, est allé dire à ces réunions que, tout compte fait, l'école catholique est plus avantageuse que l'école non confessionnelle. Peu importe qu'on soit catholique ou non, 37 pour 100 des votants avaient entendu M. Marcoux. Ils ont voté dans une proportion de 85,2 pour 100 en faveur de l'école catholique. Dans l'ensemble, le vote pour l'école confessionnelle catholique est de 84 pour 100.

Landry se penche sur le sort de la région d'Asbestos

par Gilles OUELLET

Le ministre d'État au développement économique, M. Bernard Landry, a annoncé hier la mise sur pied pour la région d'Asbestos d'un comité interministériel dont le mandat consiste à trouver des solutions afin d'assurer la maintenance et la création d'emplois.

Ce comité, dont le travail commence immédiatement, est composé de M. Armand Richard et Mme Jocelyne Hains, de l'Énergie et Ressources, M. Pierre Delan, de l'Office de planification et de développement, M. Pierre Cloutier, du ministère du Travail, M. Pierre Meunier, de l'Industrie et Commerce, et M. Robert Fortin, des Affaires municipales.

Les représentants du gouvernement qui siègeront à ce comité spécial devront agir de concert avec tous les agents économiques de la région afin de maximiser les efforts de relance, tant à court, moyen et long terme, a affirmé le ministre. La région d'Asbestos se trouve actuellement affectée grandement dans le domaine de l'emploi à cause du ralentissement des activités à la compagnie minière John's Manville.

M. Jean-Claude Simoneau, secrétaire du Syndicat national de l'amiante d'Asbestos (CSD), s'est réjoui hier soir de cette nouvelle qui fait suite à une demande formulée à M. Landry en décembre dernier par le Comité de redressement économique de la région d'Asbestos.

M. Simoneau a déclaré que la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) accepterait de travailler avec le comité interministériel pour relancer l'économie régionale; cette relance

Du nouveau pour célébrer notre 25e anniversaire

Service de stationnement gratuit pour notre clientèle du soir. Lors de votre arrivée à notre restaurant, l'on se chargera d'aller garer votre voiture et de vous la ramener lors de votre départ. Quel bienfait avec un climat comme le nôtre! Jusqu'au 1er juin.

Depuis 25 ans, ce sont toujours les mêmes propriétaires et maîtres queux qui vous font profiter de leur grande connaissance de la cuisine continentale, des flambées et du service classique dans une ambiance chaleureuse. Le tout à prix raisonnable.



LE CONTINENTAL

26, rue St-Louis Réservations: 694-9995 694-9999

LE RESTAURANT OÙ LES JEUNES QUÉBÉCOIS SE SENTENT BIEN CHEZ EUX.

(Fermé le dimanche jusqu'au printemps)

ENSEMBLE VOS JOURNÉES... ABONNEZ-VOUS!

647-3333

28 JOURS ROCHETTE

SOLDE DE TAPIS

COMPÉTENCE:

C'est payant de faire affaire avec des spécialistes... surtout pendant les 28 jours. Les conseillers d'Emilien Rochette sont là pour vous aider. Voyez le plus grand choix de tapis à Québec et constatez que la qualité est à la base de notre réputation.

EMILIEN ROCHETTE

La maison du tapis à Québec

555, de la Couronne

Annoncez votre nomination dans LE SOLEIL vous serez connu du jour au lendemain 647-3270



Première édition

la revue de presse avec Laurent Laplante

les nouvelles avec Louis Fortin

animateur Louis Hardy

la météo de Jacques Bureau

l'information avec Gilles Jobidon

commentateur Robert Gilet



du lundi au vendredi de 6h00 à 9h00

L'équipe du matin à la radio CBV-980

les sports de Louis Chassé

Rimouski pourrait être dotée d'un centre de recherche de \$12.4 millions

par Florent PLANTE

Une étude approfondie réalisée pour le compte de deux ministères fédéraux recommande fortement la création, au coût de \$12.4 millions, d'un Centre de recherche industrielle et technologique de la pêche maritime au Québec.

Rimouski, en raison de son infrastructure urbaine et industrielle, ainsi qu'à cause de la proximité du milieu de la pêche comme de l'environnement universitaire et scientifique, demeure le site idéal, recommande-t-on à Pêches et Océans Canada ainsi qu'au ministère de l'Expansion économique et régionale.

Ce complexe, dont le rayonnement couvrirait tout l'Est canadien et non pas uniquement le Québec, serait constitué d'un complexe administratif, d'un laboratoire d'agriculture, d'un bassin d'essai polyvalent, d'un laboratoire industriel et finalement d'un complexe industriel dans lequel des industries connexes viendraient sans doute s'y greffer.

Si le coût estimé par les consultants de Roche et Associés s'établit à \$12.4 millions, le centre de recherche exigerait des débours annuels de \$5.5 millions de dollars pour son fonctionnement.

Le coût d'opération serait donc impressionnant, mais ce haut lieu de la technologie maritime qui occuperait 12,500 mètres carrés, générerait de l'emploi pour 200 personnes, dont 80 professionnels-chercheurs.

Le financement du coût de construction devrait être assuré conjointement par Pêches et Océans Canada, le MEER, ainsi que le Centre national de la recherche scientifique du Canada (CNRC).

A cause de sa polyvalence et de la diversité des travaux qui

pourraient y être menés, divers organismes ou paliers gouvernementaux pourraient contribuer financièrement au budget annuel d'opération, ce qui leur donnerait un certain droit de gestion du centre.

Le mandat original confié aux consultants visait uniquement un volet, celui de l'implantation d'un bassin d'essai des engins de pêche. En cela, les spécialistes de Roche et Associés sont arrivés sensiblement aux mêmes conclusions que le ministre québécois des pêches, M. Jean Garon, à savoir qu'un bassin, seul, exige environ \$2 millions et que malgré son importance didactique indéniable, le contexte restrictif des finances publiques en fait actuellement un équipement dispendieux.

Par contre, greffé à un centre de recherche intégré et qui servirait non pas uniquement au Québec mais à tout l'Est canadien, ce bassin d'essai servant exclusivement au secteur des pêches attirerait alors la rentabilité désirée.

Ce centre, les auteurs de l'étude lui donne une vocation dynamique en ce sens que par son importance, il générerait un développement économique régional. L'exemple du centre de recherche sur les pêches du ministère fédéral sur la côte du Pacifique en est un exemple concret puisque des industries connexes sont venues s'y greffer.

Autre aspect important relevé par les spécialistes de Roche et Associés, compte tenu de la politique canadienne de développement de la recherche scientifique et du développement, les statistiques officielles montrent que le Québec est vraiment laissé pour compte.

DEPENSES FEDERALES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE SELON LES REGIONS DU CANADA

	PROVINCES DE L'ATLANTIQUE	QUEBEC	ONTARIO	LES PRAIRIES	COLOMBIE-BRITANNIQUE	REGION DE LA CAPITALE NATIONALE	CANADA
	(en millions de dollars)						
Interne	96.7	64.1	166.1	116.1	61.6	390.8	896.1
Industries	16.0	51.3	92.6	14.0	12.8	29.0	215.9
Universités	16.3	56.4	79.6	38.1	33.8	8.6	232.7
Divers	10.0	13.4	11.3	19.1	7.8	9.7	71.3
TOTAL	139.0	185.2	350.2	187.3	116.0	438.1	1 415.8
TOTAL (après répartition des dépenses effectuées dans la RCN)	139.0	229.0	744.5	187.3	116.0	—	1 415.8
PER CAPITA	\$61.20	\$36.30	\$86.70	\$45.50	\$43.60	—	\$59.00

SOURCE: Ministère d'Etat sciences et technologie Canada 1981, Activités scientifiques fédérales 1981/82, p. 100.

"Nourrir le Québec" La caravane de nouveau en tournée

par Gilles PEPIN

du bureau du Soleil LEVIS — La caravane "Nourrir le Québec", réalisée avec l'appui du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, a amorcé sa deuxième phase d'une tournée provinciale, hier à Lévis.

Elle demeurera au centre commercial Les Galeries Chagnon encore toute la semaine, pour se déplacer à Shawinigan, le 1er mars, à Trois-Rivières, le 8 mars, à Drummondville, le 19 mars, et revenir trois fois dans la région immédiate de Québec d'ici la tenue d'Expo-Québec, l'été prochain.

Le ministre Jean Garon, en inaugurant la

nouvelle tournée, a signalé que cette exposition itinérante regroupe une quarantaine de participants qui présentent une gamme très diversifiée de denrées alimentaires produites et transformées au Québec.

Cette promotion vise à sensibiliser les consommateurs à la qualité et à la diversité des produits québécois. Aussi, de par la diversité des exposants, la caravane témoigne d'une prise de conscience de plus en plus poussée de la complémentarité établie entre les secteurs de la production, de la transformation et de la distribution des produits alimentaires.

Le ministre Garon

s'est dit heureux que l'intérêt manifesté de plus en plus par le public québécois pour ce genre de présentation, notamment au Pavillon agro-alimentaire d'Expo-Québec. Ce qui est intéressant, ajoutait-il, en signalant que ce secteur de l'agro-alimen-

taire représente 25 pour 100 de la production industrielle dans notre province. La présente campagne de promotion est placée sous l'égide des Pavillons agro-alimentaires québécois, une société à but non lucratif qui reçoit en ef-

fet l'appui du ministère, tant par un support technique que par l'aide financière que le ministère apporte aux producteurs et transformateurs qui se sont dotés d'un plan de promotion conforme aux objectifs du gouvernement.

NOMINATIONS A NOUVELER INC.



NOMINATION MORGUARD



M. J.-ALBERT GAGNON
Le groupe Morguard a le plaisir d'annoncer que monsieur J.-Albert Gagnon, CGA, devient le représentant de Morguard à la nouvelle succursale de Québec.

M. Gagnon possède plusieurs années d'expérience dans le domaine de la comptabilité, l'administration et la vente de valeurs mobilières, en finance et direction. Durant les huit dernières années, M. Gagnon était Directeur Général Adjoint de la Régie de l'Assurance-Dépôts du Québec. Le groupe Morguard se spécialise dans le financement hypothécaire ainsi que les services de placement.

Entraide Thetford Vote contesté

par Gilles OUELLET

Quatre membres de la Caisse d'entraide économique (CEE) de Thetford-Mines demandent au ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, de décider si les administrateurs de cette institution financière ont ou non l'autorisation de transformer cette caisse locale comme le propose le plan de relance de M. Justin Dugal.

et 324 contre. Le calcul donnait 74.9 pour 100 des voix pour le plan proposé. Le fait d'arrondir à 75 pour 100 était appuyé par un avis juridique, selon le vice-président de la CEE de Thetford, M. Emilien Vachon.

La Caisse d'entraide de Thetford compte 4,300 membres et un actif de \$20 millions.

L'un des quatre signataires de la lettre au ministre des Finances, M. Réjean Rousseau, a expliqué cette démarche par le vote très serré pris le 14 février dernier sur le plan Dugal.

A l'issue de la réunion des sociétaires du 14 février, un vote aurait manqué pour atteindre les 75 pour 100 requis à l'acceptation du plan de relance proposé par la Fédération des caisses d'entraide; le président de l'assemblée aurait décidé d'arrondir le résultat à 75 pour 100, ce qui fut accepté par la fédération.

Après deux dépouillements du scrutin, le 14 février, et le retrait de 18 bulletins jugés nuls, il y a eu 967 votes en faveur du plan Dugal.

COMPTABLES AGRÉÉS

AUDET, BEAUDOIN & ASSOCIÉS

Jacques Audet — Michel Beaudoin

Michel Deslaur — Pierre Germain
COMPLEXE CENTRE-VILLE, 2590, BOUL. LAURIER, BUREAU 880
ST-FOY, QUÉBEC G1V 4M6(418) 659-3702

BÉDARD, GUILBAULT, PROULX, DION

Marcel Bédard — Richard Guilbault — Jacques Proulx — Daniel Dion

Gaëtan Marceau
PLACE DONCEAU, DONNACONA GOA 170-285-1234
LIGNE DIRECTE QUÉBEC 692-5106
ST-MARC-DES-CARRIÈRES 268-3333/ST-RAYMOND 337-2131

MAURICE BERGERON

2901, PROVIDENCE, ST-FOY, QUÉBEC G1W 2C1(418) 653-7585

BLOUIN, CAYOUILLE, DUFOUR, PINEAULT & ASSOCIÉS

Jean-Paul Blouin — Alain Cayouille — Pierre-Paul Dufour — Yvon Robitaille — Jean-Guy Pineault — France Grenier

2795, BOUL. LAURIER, BUREAU 490, ST-FOY, QUÉBEC G1V 4M7(651) 0405
5350, BOUL. HENRI-BOURASSA, BUREAU 10 CHARLESBOURG
QUÉBEC G1H 6Y8(628) 0581

BOUCHARD, DUCHESNEAU, GAGNÉ

1896, 1re AVENUE, QUÉBEC, QUÉBEC G1L 3L9(529) 8431

CARON, BÉLANGER, DALLAIRE, GAGNON & ASSOCIÉS

CLARKSON GORDON

Associés résidents: Fernand Dufresne — Raymond Fortier — Yvon Fortin — Georges Fournier — Sheila Fraser Gagnon — Guy Gingras — Raymond E. Lavoie — Jacques Lévesque — Léo Linteau — Marc Mathieu — Claude Michaud — Jacques Nicole — Charles Pelletier — Pierre Pelletier — Benoît Racine — Noël A. Rhéaume
Conseils: Jean-Louis Dallaire — Jean-Pierre Mathieu
2050, ST-CYRILLE OUEST, C.P. 395, SUCCURSALE SILLERY
QUÉBEC, QUÉBEC G1T 2S7(418) 687-0910/TELEX: 051-31620
2, PLACE QUÉBEC, BUREAU 524
QUÉBEC, QUÉBEC G1R 2B5(418) 529-6151

CHARETTE, FORTIER, HAWEY & CIE

TOUCHE ROSS & CIE

Associés: Jacques E. Fortier — Ghislain Haweay — Yvan J. Cloutier — André Michaud — André Pétiau — Gilles Dufresne — Jacques Plante — Marc Renaud
CENTRE BOIS-FONTAINE, 880, CHEMIN ST-FOY, BUREAU 880
QUÉBEC, QUÉBEC G1S 2L2(687) 3333

COOPERS & LYBRAND

LALIBERTÉ, LANCTÔT, MORIN & ASSOCIÉS

Associés résidents: Marc-E. Martel — Roland Bédard — Jacques Marquis — Jacqueline Léger — W.G.K. Bodin — Guy Breton — Marc Sheedy — Adrien Dionne — François Bernier — Jean Pelletier — Christian Rousseau
Conseils: Roland Bédard — Marius Laliberté — J.H.C. McGreivy
2, PLACE QUÉBEC, BUREAU 536, C.P. 1029, HAUTE-VILLE
QUÉBEC, QUÉBEC G1R 4V3(522) 7001
Bureaux dans les principales villes du monde

DUBÉ ET DUQUET

Jean-Eudes Dubé — Yvon Duquet
845, BOUL. ST-CYRILLE OUEST, QUÉBEC G1S 1T5(681) 6077

YVON FILION

2690, AVENUE ROBERT-GIFFARD, BEAUPORT, QUÉBEC G1E 4H2(661) 5203

ANDRÉ FORTIN ET ASSOCIÉS

André Fortin — Pierre Mailhot
80, TRANS-CANADA OUEST, BUREAU 302, LÉVIS
QUÉBEC G6V 4Z6(418) 833-8301

RÉAL FORTIN

Réal Fortin

Bertrand Dubé — Bernard Lacroix
320, 67e RUE OUEST, CHARLESBOURG, QUÉBEC G1H 4X1(628) 5559

JEAN-PIERRE GIGUÈRE

363, DE LA COURONNE, QUÉBEC G1K 6E9(522) 4925

GIRARD, CLICHE, LABRIE, KELLY, GAUVIN, DEMERS ET ASSOCIÉS

Roch Girard — Gilles Labrie — Gilles Kelly — Claude Gauvin — Jean-Jacques Demers
Alain Aubé

Jean-Pierre Anctil — Michel Pichette — Denis Villeneuve — Sylvie Petitclerc — Michel Bélanger — Christian Boivin

8500, BOUL. HENRI-BOURASSA, BUREAU 246
CHARLESBOURG G1G 5X1(628) 4031
951, BOUL. MGR-DE-LAVAL, C.P. 1349, BAIE ST-PAUL, GOA 1B0(435) 2208

GILLES GUÉRIN & ASSOCIÉS

Gilles Guérin — Raymond Lavoie — Claude Girard — Allan Mooney
912, CHEMIN ST-LOUIS, SILLERY, QUÉBEC G1S 1C5(418) 687-4950

LALIBERTÉ, LANCTÔT, MORIN & ASSOCIÉS

Associés résidents: Marc-E. Martel — Roland Bédard — Jacques Marquis — Jacqueline Léger — W.G.K. Bodin — Guy Breton — Marc Sheedy — Adrien Dionne — François Bernier — Jean Pelletier — Christian Rousseau
Conseils: Roland Bédard — Marius Laliberté — J.H.C. McGreivy
2, PLACE QUÉBEC, BUREAU 536, C.P. 1029, HAUTE-VILLE
QUÉBEC, QUÉBEC G1R 4V3(522) 7001
Bureaux dans les principales villes du monde

LAMONTAGNE, THIBODEAU, HOULE

Associés: Réjean Thibodeau — Jocelyn Houle
Conseils: Philippe Laberge — Pierre Vaillancourt
1535, BOUL. HAMEL, QUÉBEC G1N 3Y7(681) 6066

SERGE LASALLE & ASSOCIÉS

7, JARDINS MERCI, BUREAU 502, QUÉBEC G1S 4N8(683) 2569

SYLVIO LEBLANC & ASSOCIÉS

2965, 1re AVENUE, QUÉBEC G1L 3P2(418) 626-1926

MARCEL LEMIEUX

2069, CHAPÉLAINE, ST-FOY, QUÉBEC G1V 1M5(BUR.) (418) 527-8919

MAHEU NOISEUX

Associés résidents: J. Gérard Couture — Michel Motard — Denis Guay — Clément Létourneau — Jean-Claude Lemay — André Lemieux — Simon Nolet — Alexandre St-Hilaire — Rodolphe Garnier — Jocelyn Lemelin — J. Honoré Paquet — Jean Carrier — Édouard Richard — Michel Guay — Michel Laroche — Réal Moffet — Normand Massé — Gilles Privé — René Fournier — Ghislain R. Blodreau — Denis Bokou — Serge Garneau — Paul-Henri Gamache — Jacques Martel — Jean-Pierre Guay — Raymond Goudreau — Alain Martineau — Rénéaud Cantin — Jean-Guy Marois — Claude Lavigne
Conseils: Léopold Marotte — Gaston Robitaille — Jean-Paul Roy — Paul-André Lachance — René Boily — Camille Godin
QUÉBEC: 1195, AV. LAVIGERIE, ST-FOY, QUÉBEC G1V 4N3(418) 658-5564
LÉVIS: 70, TRANS-CANADA OUEST, LÉVIS, QUÉBEC G6V 4Z6(418) 833-2114
ST-ANSELME: 1019, BOUL. BÉGIN, ST-ANSELME, GOR 2N0(418) 692-0321
Ottawa — Hull — Hawkesbury — Montréal — Laval — Québec — Lévis — St-Anselme et Moncton

SOCIÉTÉ NATIONALE: MAHEU NOISEUX/COLLINS BARROW

Vancouver — Calgary — Edmonton — Winnipeg — Toronto — Ottawa — Montréal — Québec — Halifax et autres villes.

Représentation dans les grands centres financiers internationaux.

MAINGUY, JALBERT, KIROUAC ET ASSOCIÉS

Armand Mainguy — Pierre Jalbert — Paul Kirouac — Yvan Gaumond
2750, CHEMIN ST-FOY, BUREAU 108
ST-FOY, QUÉBEC G1V 1V6(418) 653-9244

MALLETTE BENOIT BOULANGER RONDEAU & ASSOCIÉS

Associés résidents: Raymond Kirouac — Gérard Beaulieu — Guy DesRoches — Roland Trudelle — Charles Rondeau — Guy Boulanger — François Gagnon — André Gagnon — Pierre Beaulieu — Benoît L'Heureux — Antoine Chabot — Claude Lortie — Jean-Guy Poulin — Jacques Champagne — Pierre Plémont
Conseils: Maurice Boulanger — Réal A. Rondeau
990, AVENUE DE BOURGOGNE, C.P. 10350, ST-FOY, QUÉBEC G1V 4H5(653) 4431
1, PLACE DE L'ÉGLISE, MONTMAGNY, QUÉBEC G5V 2L9(248) 5777
Montréal — Québec — Sherbrooke — Rimouski — Magog — Saint-Jérôme — Richmond — Ste-Agathe-des-Monts — Montmagny et Port-Carrier
Société nationale affiliée
WARD MALLETTE & CIE
Montréal — Québec — Ottawa — Toronto — Winnipeg — Calgary — Vancouver et représentation internationale

MORIN, DUFRESNE, CLOUTIER, BÉDARD & ASSOCIÉS

Mr. Yvan Morin — Yves Dufresne — Jean-Marie Cloutier — Marcel Bédard — Richard Montminy — Robert Roy — Jean Duhamel — Francine Asselin
CENTRE BOIS-FONTAINE, 880, CHEMIN ST-FOY, BUREAU 915
QUÉBEC, QUÉBEC G1S 2L2(688) 1035

JEAN PELLETIER

135, RUE SAINT-OMER, LÉVIS, QUÉBEC G6V 7L6(837) 7180

POISSANT RICHARD

THORNE RIDDELL

Michel Côté — Jacques G. Gurn — Georges H. Maierfant — Gilles Marcotte
500, GRANDE-ALLÉE EST, BUREAU 300
QUÉBEC, QUÉBEC G1R 2J7(418) 529-3721
Bureaux dans les principales villes du monde

RACINE, BERNIER & TREMBLAY

Associés: Jocelyn Bernier — Mario Tremblay

Claude Mercier

Conseils: Lucien Racine — Ferdinand Drouin
5340, 1re AVENUE, CHARLESBOURG, QUÉBEC G1H 2V4(623) 5421

RACINE CAUCHON DURAND

Pierre Racine — Rodrigue Cauchon — Gilles Durand — Gilles Rouleau

Marc Thériault — Denis Picard

Conseils: J. Roland Blais
1114, RUE ROYALE, BEAUPORT, QUÉBEC GOA 1E0(827) 3751
3555, BOUL. HAMEL, BUREAU 110, QUÉBEC, QUÉBEC G2E 2G6(871) 2548

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & ASSOCIÉS

Associés résidents: Jacques St-Martin — Marcel Tétu — Émilien Martel — Raymond Martel — Simon Beaulieu — Yves Vézina — Pierre Létourneau — Robert Lefèvre — Robert Fortier — Paul-André Bégin — Roger Demers — Jacques Desmarées — Claude R. Thibault — François Joly
Conseils: Godfrey Gaudet
350, BOUL. CHAREST EST, QUÉBEC G1K 3H5(418) 647-3151
Montréal — Québec — Ottawa — Hull — Thetford Mines — Chicoutimi

ROY, COLLETTE

Rejean Roy — Normand Collette
CENTRE D'AFFAIRES HAMEL, 2565, BOUL. HAMEL OUEST, BUREAU 237
QUÉBEC, QUÉBEC G1P 2H9(418) 871-0013

SAMSON, BÉLAIER & ASSOCIÉS

Pierre Chouinard — Adrien Côté — Jacques Dorton — Jean Faucher — Jean Hains — Bertrand Laroche — Paul-André Michaud — Jacques Miller — Gilles Moisan — Yves Potvin — Denis Schmoth — Roland Truchon — Rémi Michaud — André Pruneau — Alain Desrosiers
Conseils: Jean Dolbec — Raymond Fortier — Albert Garneau — Dollard Huot
1, PARC SAMUEL-HOLLAND, BUREAU 250
QUÉBEC, QUÉBEC G1S 4P2(418) 681-7231
Québec — Montréal — Ottawa — Toronto — Calgary — Vancouver — Rimouski — Trois-Rivières — Sherbrooke — Saint-Hyacinthe — Kitchener — Sept-Îles — Matane — Gaspé — Coaticook — Fort Lauderdale (U.S.A.)

TREMBLAY, ROCHETTE ET ASSOCIÉS

PRICE WATERHOUSE & CIE

Associés: Pierre Mantha — André Tremblay — Gilles Rochette
2, PLACE QUÉBEC, QUÉBEC G1R 2B5(418) 529-4963
1200 MCGILL COLLEGE AVENUE, MONTREAL, QUÉBEC H3B 2G4(514) 879-9050
Bureaux dans les principales villes du Canada

TRUCHON, GIRON, BÉGIN & ASSOCIÉS

Jean-Jacques Truchon — Denis Giron — Maurice Bégin
35, GRANDE-ALLÉE EST, QUÉBEC G1R 2H5(418) 529-1384

RICHMOND TURMEL

MAURICE TURMEL

2893, 1re AVENUE, BUREAU 22, QUÉBEC, QUÉBEC G1L 3P1(627) 3175

L'ÉPARGNE-RETRAITE CHEZ NOUS...

Garanti!

16 1/4 % **17 1/2 %**

sur les dépôts à terme

sur les certificats de placement

Certificats de placement R.E.E.R.

Notre taux d'intérêt garanti le plus élevé pour une durée de 5 ans. Non rachetables. Intérêt composé une fois par année. (Minimum \$1 000)

Dépôts à terme R.E.E.R.

Intérêt garanti élevé pour une durée de 3 ans. Rachetables. Intérêt composé deux fois par année. (Minimum \$1 000)

Nous offrons aussi des taux d'intérêt élevés et concurrentiels sur notre compte d'épargne R.E.E.R. (Minimum \$50)

Demandez tous les détails à la succursale de votre choix. Voyez à quel point nos R.E.E.R. soutiennent la comparaison.

- Aucuns frais.
- Taux concurrentiels.
- Trois régimes de dépôt à intérêt élevé.
- Demandez votre épargne-retraite chez nous dès aujourd'hui.

Les taux peuvent faire l'objet de changements sans avis. Les certificats de placement sont émis par la Société hypothécaire Banque de Montréal et garantis, sans condition par la Banque de Montréal.

Banque de Montréal

**nous
sympathisons
à votre deuil.**
LE SOLEIL

705 AVIS DE DÉCÈS
